

[https://ricochets.cc/France-situation-sociale-inflammable-d-apres-l-IFOP\\_poudriere-qui-fait-pschiit-ou-explosion-du-cadre.html](https://ricochets.cc/France-situation-sociale-inflammable-d-apres-l-IFOP_poudriere-qui-fait-pschiit-ou-explosion-du-cadre.html)



# France : situation sociale inflammable d'après l'IFOP...

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mardi 4 octobre 2022

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Qu'est-ce qui mettra le feu aux poudres : l'inflation, la récession économique, une pénurie d'énergies, la réforme des retraites au 49.3, une nouvelle personne exécutée par la police pour un refus d'otempérer, un bébé mort aux urgences faute de prise en charge ?**

Si la poudrière prend feu en France comme c'est le cas en ce moment en Iran, va-elle se limiter à [faire pschiiiiit à l'intérieur du cadre, ou va-elle déborder les réformes convenues](#), les partis et les syndicats pour entamer ou faire exploser le cadre ?

Suite des remarques persos en fin d'article.

## **LA SITUATION EST SOCIALEMENT INFLAMMABLE**

### **IL MANQUE ENCORE L'ELEMENT DECLENCHEUR ET FEDERATEUR**

**C'est fois-ci, c'est l'IFOP qui le dit, après bien d'autres : la situation est socialement inflammable, les français ont de plus en plus de mal à boucler leur budget après le 15 du mois, il ne manque plus que l'élément déclencheur et fédérateur pour que ça explose.**

Tout le monde ressent ça mais couplé avec cette prise de conscience, ce qui caractérise la situation c'est que personne dans l'opposition syndicale ou politique, ne se prépare et ne veut nous préparer à cet embrasement.

Cela donne une situation étrange.

On a l'impression d'être comme des badeaux passant devant le spectacle de rue des oppositions. On y jette un oeil distrait, parfois un peu accrochés, parfois pas, mais on ne s'arrête jamais très longtemps et sans jamais vraiment y adhérer. On a autre chose à faire de plus important.

L'opposition des directions politiques a beau cracher le feu pour nous intéresser à ses jeux parlementaires, ça nous distrait un moment mais pas plus parce que ça fait longtemps que la démocratie a quitté le Parlement ou les médias et que nous la faisons vivre maintenant en bas, sur les réseaux sociaux et par une vaste reconquête civique des citoyens ordinaires sous de multiples formes quodidiennes, écologiques, féministes, antiracistes...

**L'opposition des directions syndicales essaie de nous intéresser à des journées d'actions économiques, émietées par professions ou nationales mais sans plan, sans suite, sans perspective sinon une vague défense des acquis alors que nous sommes déjà beaucoup plus loin. La plupart savent ou sentent que la crise climatique, la menace de la guerre, l'inflation à des niveaux inédits posent le problème de notre survie, de la survie même des classes populaires comme de la planète et que l'ampleur des luttes, partout dans le monde, du Sri Lanka à la Grande Bretagne, de la résistance populaire dans l'Ukraine en guerre à celle du peuple soudanais en révolution, tout cela pose la question du pouvoir et d'une autre société ou, au moins, la nécessité de poser cette perspective dès maintenant, celle de la construction d'un mouvement social général dans cette direction.**

L'expression des mouvements de conscience a toujours du retard sur la réalité, car elle ne s'exprime que par des canaux anciens des vieilles idées et structures construites pour les périodes passées, élections, parlement, médias, partis, syndicats... En même temp, un million de mutineries spontanées, aussi exaltées soient-elles, ne peuvent culminer sans sublimer la fureur dispersée des citoyens en une agitation politique coordonnée. Il faut un événement déclencheur et fédérateur pour que, tout d'un coup, ce qui était latent, souterrain, là mais invisible, devienne l'évidence : **non seulement, il faut changer le monde, mais nous le pouvons.**

Alors, en miroir de ce potentiel révolutionnaire, parce qu'en face, les classes dominantes et leurs appareils politiques sont infiniment plus conscientes que nous, elles se préparent, mais dans une sorte d'incertitude pleine de panique. On agite les bras, fait de grands discours martiaux, Macron annonce sans crainte qu'il va s'attaquer aux droits des chômeur et à la retraite, mais parle plus qu'il n'agit, contrairement à son premier mandat, parce qu'il est faible, n'a plus de majorité, doit composer avec le RN et LR et n'est pas sûr de mettre le feu au pays plutôt que de casser un peu plus les acquis sociaux. En Grande-Bretagne, la nouvelle premier ministre a beau affirmer qu'elle va supprimer le droit de grève de la fonction publique, ce n'est que le décès de la reine et le respect de la période de deuil par des directions syndicales monarchiques qui lui permet de faire illusion quelques jours, avant que la reprise de la vague de grève ne montre aux yeux de tous son impuissance. En Italie, cet été, les autorités ont voulu supprimer le droit de grève dans le secteur de la logistique et ont fait arrêter des dirigeants de syndicats de base à cette fin. Mais la riposte populaire, malgré l'absence des directions des grandes confédérations syndicales, a fait remballer son projet au gouvernement. En Allemagne, le patronat a demandé au gouvernement de s'attaquer au droit de grève après la grève des dockers cet été, mais le gouvernement n'a pas osé face à la colère populaire qui s'affiche toutes les semaines dans des manifestations de rue et la peur de mettre de l'huile sur le feu face à un vaste mouvement qui menace dans la métallurgie. En Finlande, le gouvernement social-démocrate vient tout juste de supprimer le droit de grève aux infirmières en lutte, au nom de la sécurité des patients, mais pourrait récupérer en échange un mouvement plus général. Aux USA, Biden a tenté de limiter un peu plus les droits des cheminots du fret ferroviaire, essentiel à l'économie US. Une menace de grève générale des cheminots l'a fait reculer en panique, au moins en partie, craignant de mettre le feu au pays entier malgré les rodomontades du Congrès alliant Républicains et Démocrates pour cette occasion qui promettaient d'interdire ensemble la grève par la loi. Enfin, la Commission européenne, qui réunit directement les représentants de tous les Etats de l'Union, veut faire passer la suppression ou la limitation du droit de grève, mais pour le moment discrètement au détour d'un règlement obscur et très discret.

**On le voit, la bourgeoisie se prépare à l'affrontement, elle achète des blindés à ses gendarmes, fourbit des lois répressives, et, dernière innovation, parce que le racisme de l'extrême droite n'a plus autant d'efficacité que hier pour diviser la colère croissante des classes populaires, unit droite et extrême droite comme en Italie et en Suède pour gagner les élections et empêcher que par une victoire de la gauche, les classes populaires prennent un peu plus conscience, même de manière déformée, de leur force montante dans la rue.**

La bourgeoisie se prépare mais elle hésite à attaquer et même recule dès que la classe ouvrière montre les dents, parce qu'elle a peur de réveiller le dragon dont elle connaît bien la puissance par son expérience des révolutions passées.

**C'est la hausse du prix du ticket de métro qui a déclenché et fédéré le soulèvement populaire au Chili. En France, l'Ifop pense à la réforme des retraites. On verra.** Mais Macron est tellement imbu de sa personne et tellement son second mandat sans majorité ni sans avenir est problématique, que c'est bien possible qu'une nouvelle fois dans l'histoire, ce soit la caste aristocratique française et son mépris qui mettent le feu à la poudrière mondiale.

*Jacques Chastaing 18/09/2022*

NOTE : Jacques Chastaing est souvent trop « optimiste », mais ses réflexions restent intéressantes sur le contexte actuel.

## **LES GILETS JAUNES NE REVIENDRONT PAS.**



## **TOUS DANS LA RUE !**

France : situation sociale inflammable d'après l'IFOP...

## Tous dans la rue

### 4 DANS LA RUE. PAS SUR FACEBOOK

Tout le monde ou presque est d'accord sur le fait que la situation est insupportable, que ça suffit, mais il y a concrètement beaucoup moins de personnes dans la rue. Ce qui tue les luttes sociales depuis des années, c'est la révolte par procuration. Les réseaux sociaux ont accentué le phénomène : la protestation se joue à coups de clics et plus dans le monde réel.

Combien de fois avons nous lu « où sont les Gilets Jaunes ? » lors de hausse des prix ?

La réponse est pourtant simple : EN CHACUN DE NOUS.

Pourtant, lorsqu'on invoque le retour des gilets jaunes, on ne s'inclut jamais dedans. On invoque les héros en jaunes, comme s'ils venaient d'une autre planète pour mener à bien NOS révoltes. Comme s'il fallait déléguer à d'autres son propre avenir.

Mais Spoiler : Les gilets jaunes ne reviendront pas. Nous ne pouvons compter que sur NOUS.

Jeudi 29 septembre, des manifestations contre l'inflation, pour l'augmentation des salaires, contre la réforme des retraites auront lieu dans tout le pays. Rejoignons-les !

### 4 LA COLÈRE GRONDE.

Inflation, prix des énergies, situation en Ukraine, été caniculaire et changement climatique, pénuries, régime autoritaire, violences policières. Les raisons de se révolter ne manquent pas.

Mais la rentrée sera sans doute sous fond de lutte contre une réforme des retraites castratrice pour l'ensemble de la population s'opposant ultra majoritairement au recul de l'âge de départ en retraite. C'est simple, la seule catégorie de population favorable à la mesure, ce sont les plus de 65 ans. 72% de la population estime qu'il ne faut pas allonger l'âge légal de départ à la retraite. 72% trouvent également inacceptable un passage en force par 49.3 et 77% des

sondé.es ne veulent pas que la réforme passe par voie d'amendement, sans débat.

Aussi, 1 personne sur 2 soutiendra les manifestations et 1 personne sur 5 assure être prête à manifester pour contrer le projet de Macron. Si cette tendance reflète l'état d'esprit général, cela représente environ 10 millions de personnes. 10 millions dans la rue, ça a déjà été fait. C'est possible.

Première date à venir : la grève générale jeudi 29 septembre.

Edit : dire que les GJs ne reviendront pas n'est pas un gros mot. Nous le disons dans ce post, nous sommes tous des gilets jaunes en puissance. Alors pour être plus clair : les gilets jaunes ne reviendront pas sous cette forme car nous reviendrons tous ensemble pour les mêmes raisons. #giletsjaunestoujours



France : situation sociale inflammable d'après l'IFOP...

## NANTES : RETOUR SUR UNE JOURNÉE ORDINAIRE AU MILIEU DU DÉSASTRE

**Les semaines qui viennent de s'écouler ont illustré l'effondrement social, écologique, géopolitique que nous vivons. Une inflation massive appauvrit la population, le coût de la vie explose et les salaires stagnent. Des millions de personnes galèrent pour se loger, manger et, bientôt, pour se chauffer. Des incendies immenses ont ravagé la France et le monde et des pénuries d'eau potable ont lieu. La guerre gronde, chaque jour de plus en plus fort, à nos portes. Des dizaines de milliers de jeunes n'ont pas de place à l'université. Le système de santé agonise, les écoles aussi. Macron gouverne avec l'extrême droite et promet d'attaquer les retraites. Les milliardaires se gavent comme jamais. Bref, toutes les raisons de se révolter sont là. Toutes. Et que se passe-t-il ? Rien ou si peu.**

Dans ce contexte, une première journée de grève avait lieu en ce jeudi de la fin du mois de septembre. Elle devait donner l'impulsion d'une éventuelle « rentrée sociale ». C'est peu dire que la mobilisation est loin d'être à la hauteur de la situation. Dans la rue à Nantes, sous le soleil, environ 5000 personnes. Un défilé sympathique, parti autour de 11h30 et disloqué après une grosse demie heure de marche tranquille, jusqu'à la Place Bretagne. Gros cortège rouge de la CGT, batterie de drapeaux solidaires, camions sono. Un petit tour et puis s'en va. Un enseignant gréviste pestait à l'heure de midi « je suis déçu d'avoir perdu une journée de salaire pour ça ». Chose rare : il n'y avait pas vraiment de cortège de tête, ni de bloc anticapitaliste. Une première depuis longtemps à Nantes. Même Karaba la sorcière sur une banderole et un petit cortège étudiant à l'avant ont eu du mal à réchauffer l'ambiance. C'est peu dire que le niveau de conflictualité diminue à l'heure où il devrait monter en flèche. Comme si plus la situation était oppressante, plus la résignation gagnait les esprits.

**Pourtant, l'immense majorité de la population est insatisfaite de la situation sociale et s'oppose à la casse des retraites. Une partie jure même qu'elle est « prête » à descendre dans la rue. Mais c'est comme s'il y avait les « habitués » et les autres, celles et ceux « chargés » de manifester pour tout le monde et les spectateurs. La lutte se fait désormais par procuration.**

La riposte reste à imaginer

Au même moment, Cnews débarquait à Nantes pour faire un show sur « l'insécurité ». Une opération de com' bien ficelée pour réclamer plus de flics et stigmatiser les immigrés. Le présentateur Morandini, visé par une affaire de pédophilie, est venu sauver la ville des griffes de l'islamo-gauchisme. Son spectacle n'a attiré qu'un seul client : l'extrême droite. Un de nos lecteurs est venu troubler le direct, en se faufilant entre les vigiles pour clamer durant le direct que « l'insécurité est d'abord économique, sociale, écologique », et rappeler que la police est déjà partout présente à Nantes. Mais aussi dire « on est en Bretagne pas au zoo ». Car Morandini faisait son petit safari à la recherche de dealers à la croisée des trams : ses cameramans faisaient des gros plan sur chaque passant arabe. L'émission a fait flop. Cnews prétendait montrer une ville à feu et à sang. Elle n'a montré qu'une agglomération de province calme et presque ennuyeuse, avec un centre-ville quasi vide.

**Que retenir de cette journée, qui n'a d'ailleurs pas été plus combative dans le reste de la France ? Que la riposte reste à imaginer. Un conseiller de Macron expliquait au Parisien que le gouvernement compte sur « une dépolitisation » liée à la guerre. Un ministre ajoutait : « Les gens ont la tête ailleurs. Il y a une inquiétude sur l'énergie, mais pas un risque d'explosion sociale ».** Macron lui-même déclare sa volonté d'imposer des reculs sociaux : « Mon autorité est en jeu, je n'ai pas l'intention de la lâcher 6 mois après mon élection ». Peut-on lui donner tort ? Il ne rencontre pas de contre-pouvoirs.

**Personne ne viendra nous sauver.** Il n'y aura pas de deuxième mouvement des Gilets Jaunes miraculeux. Si, vous aussi, vous refusez de vous résigner, rejoignez la Contre Attaque. Écrivez nous.

(post de Contre Attaque)

## Remarques personnelles

Comme on pouvait s'en douter, les manifs/grèves du 29 septembre ont fait pschiiit.

**On ne voit toujours pas de volontés dans les campagnes et les quartiers de construire une culture de résistance collective, rebelle et indépendante des carcans réformistes qui sont dans l'impasse totale.**

Les restes de luttes continuent comme avant bon an mal an, et la plupart des gens essaient juste de survivre en se repliant davantage encore sur eux

Certes, un événement pourrait bien servir de catalyseur à une forme d'explosion sociale, due à la colère et aux insatisfactions latentes. Pour faire quoi ? Juste empêcher une casse sociale supplémentaire, rééquilibrer les revenus et les inégalités face à l'inflation ?

Mais même si une explosion sociale se produisait, vu l'absence de "préparatifs", de culture de résistance, de groupes rebelles organisés un peu conséquents, de perspectives et d'objectifs, ça ferait certainement flop, avec une focalisation sur les hausses de salaires et le "pouvoir d'achat", sur les riches qui se gavent sur fond d'inflations et de désastres. **Le système en place ne pouvant/voulant guère "satisfaire" les revendications, ça pourrait même hélas donner lieu, en l'absence de perspectives subversives fortes, comme actuellement en Italie et en Suède, à une mainmise encore plus forte des extrêmes droites** et de leurs thèses pourries sur le monde politique et médiatique français, ouvrant la voie à une possible victoire d'extrême droite aux prochaines élections

présidentielles de 2027.

Très peu de chance qu'émerge dans un tel contexte une critique en parole et en acte de la civilisation industrielle, de l'Etat, du capitalisme, du travail et de la technologie ; ce qui permettrait de sortir du cadre et donc des impasses mortelles qu'il impose dans tous les domaines.

**A moins que les crises et les révoltes durent, forçant les gens à se rencontrer et à discuter, à s'autonomiser dans les domaines politiques et matériels, à approfondir réflexions et actions, un peu comme ce qui c'était passé pour une bonne partie des gilets jaunes ?**

Révolte générale ou pas, il y aurait pourtant quantité de choses à faire, mais ça n'intéresse toujours pas grand monde...